



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2016/DRIEE/UT77/97
à l'encontre de la société SURYS
pour son établissement situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe et 5 avenue Gutenberg
à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600).**

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2016 – DRIEE Ile-de-France – 213 du 13 juillet 2016 portant subdélégation de signature de Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015 autorisant la société HOLOGRAM INDUSTRIES à étendre l'usine existante de fabrication d'hologrammes de sécurité située Parc d'activité Gustave Eiffel, 5 avenue Gutenberg sur la commune de BUSSY-SAINT-GEORGES ;

Vu le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie n° E-1/16-1875 du 25 août 2016 établi suite à la visite d'inspection du 5 août 2016 de l'établissement de la société SURYS situé à l'adresse citée ci-dessus,

CONSIDERANT le courrier préfectoral du 18 janvier 2016 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société HOLOGRAM INDUSTRIES devenue société SURYS ;

CONSIDERANT le courrier de l'inspection des installations classées du 25 août 2016 transmettant à la société SURYS copie de son rapport susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

CONSIDERANT le courrier préfectoral du 25 août 2016 informant la société SURYS de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations dans un délai d'un mois ;

CONSIDERANT l'absence d'observations de la part de la société SURYS dans les délais impartis ;

CONSIDERANT que les machines d'enduction 2 têtes et 3 têtes ainsi que la machine d'impression Rotograph n'ont pas encore été transférées du bâtiment Europe vers le bâtiment Gutenberg et que, par conséquent, elles ne sont pas raccordées à l'oxydeur thermique ;

CONSIDERANT que les installations de préparation de liquides inflammables sont toujours localisées dans le bâtiment Europe ;

CONSIDERANT que de fortes émanations de solvants ont été constatées par l'inspection au niveau des machines d'enduction et des postes de préparation de liquides inflammables dans le bâtiment Europe ;

CONSIDERANT que les stockages de liquides inflammables n'ont pas été transférés dans le bâtiment Gutenberg ;

CONSIDERANT que les fûts de matières premières (solvants, colles, vernis, acides, bases) sont stockés dans des conteneurs sur le parking situé à l'Est du bâtiment Europe, en attendant leur transfert dans le bâtiment Gutenberg ;

CONSIDERANT que ces conteneurs sont implantés à environ 20 mètres d'un stockage de palettes et qu'aucun moyen de défense incendie n'est disponible à proximité (absence de poteaux incendie, extincteurs inaccessible ou non conforme) ;

CONSIDERANT que les caractéristiques de ces conteneurs (matériau, rétention) ne sont pas adaptées aux propriétés et aux volumes des produits stockés ;

CONSIDERANT que le système de sprinklage du bâtiment Gutenberg n'est pas opérationnel ;

CONSIDERANT que les robinets d'incendie armés (RIA) n'ont pas été installés dans l'atelier coating, le magasin et le coffre-fort, alors que le bâtiment Gutenberg est en exploitation ;

CONSIDERANT que dans l'atelier coating situé dans le bâtiment Europe les fûts de produits formulés pour la production ne sont pas sur rétention ;

CONSIDERANT que l'exploitant utilise sur son site une colle dénommée NEOREZ R990 contenant un composé organique volatil à mention de danger H360D (phrase de risque R61), la N-méthyl-2-pyrrolidone, alors que l'arrêté préfectoral n° 15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015 interdit l'utilisation de ce type de substance ;

CONSIDERANT que les résultats de l'autosurveillance mettent en évidence que la concentration en chrome hexavalent (Cr VI) dans les rejets aqueux de l'atelier d'électroformage dépasse la valeur limite d'émission de 0,1 mg/l prescrite par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015 ;

CONSIDERANT que l'oxydeur thermique n'est pas en fonctionnement ;

CONSIDERANT qu'aucune mesure des rejets atmosphériques de l'établissement n'a été réalisée en 2015 par l'exploitant ;

CONSIDERANT que le non respect de ces prescriptions représentent des enjeux en termes de pollution et de risque incendie ;

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par l'arrêté susvisé ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île- de- France,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La société SURYS dont le siège social est situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22, avenue de l'Europe à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600) est mise en demeure pour son établissement situé Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe et 5 avenue Gutenberg à BUSSY-SAINT-GEORGES (77600) de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015, selon les délais suivants :

1°) dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

« Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°11 DCSE IC 070 du 30 juin 2011 sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté au fur et à mesure du transfert des installations du bâtiment existant (bâtiment « Europe ») vers l'extension (« bâtiment « Gutenberg »).

En tout état de cause, à compter du 1^{er} septembre 2015 :

- toutes les installations suivantes sont transférées dans le bâtiment « Gutenberg » :
[...]
 - stockage et préparation de liquides inflammables.
- l'exploitation de ces installations n'est plus autorisée dans le bâtiment « Europe ». »

Article 7.2.6. Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- [...]
- d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler pour la zone « magasin/coffre-fort » et le local de stockage et de préparation des liquides inflammables (y compris la zone de stockage temporaire), en adéquation avec les dangers présentés par les matières stockées. Cette installation comprend une cuve de 500 m³ ;
- [...] »

Article 8.2.1.2. Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées

« Les mesures portent sur les rejets suivants (cf. article 3.2.3) :

- Conduits N°7, 8, et 9

Paramètre	Fréquence	Conduits concernés
Débit	Semestrielle	N°7, 8, 9
O ₂	Semestrielle	N°9
COVNM	Semestrielle	N°7, 8, 9
NO _x en équivalent NO ₂	Annuelle	N° 9
CO	Annuelle	N° 9
CH ₄	Annuelle	N°9
Poussières	Annuelle	N°9

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement quand il existe suivant les normes visées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence

La fréquence et la nature des relevés, prélèvements et analyses peuvent être modifiées ultérieurement en fonction des résultats obtenus et de leur évolution, après accord de l'inspection des installations classées.

[...] »

2°) dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Chapitre 3.3. Utilisation de solvants (composés organiques volatils)

« L'emploi de substances visées aux annexes III et IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation est interdit.

L'utilisation de substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et de substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994, est également interdit. »

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires susceptibles d'être polluées après épuration

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, contrôlées sur l'effluent brut non décanté. Elles sont applicables en sortie des unités de prétraitement des ateliers de démétallisation et d'électroformage (rejet EI1 et EI2).

Métaux	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/l)	
		Démétallisation (EI1)	Electroformage 1 et 2 (EI2)
[...]	[...]	[...]	[...]
Cr VI	0,1	0,6	0,3
[...]	[...]	[...]	[...]

[...] »

Article 7.2.6. Moyens de lutte contre l'incendie

« L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

- de robinets d'incendie armés (RIA) implantés dans les locaux à risque, à minima dans la zone « magasin/coffre-fort » et dans l'atelier coating, à proximité des issues. Ils sont protégés du gel et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents ;

[...] »

Article 7.4.3.1. Stockages

« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 l ;
- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 l ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 l.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle

provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...).

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention de plus de 1 000 l sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. »

2°) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

« Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°11 DCSE IC 070 du 30 juin 2011 sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté au fur et à mesure du transfert des installations du bâtiment existant (bâtiment « Europe ») vers l'extension (« bâtiment « Gutenberg »).

En tout état de cause, à compter du 1^{er} septembre 2015 :

- toutes les installations suivantes sont transférées dans le bâtiment « Gutenberg » :
[...]
- machine d'enduction 2 têtes et 3 têtes,
- machine d'impression Rotograph,
[...]
- l'exploitation de ces installations n'est plus autorisée dans le bâtiment « Europe ». »

Article 3.2.3. Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Ligne de production	Installations raccordées	Localisation de l'émissaire
1	Atelier électroformage	Bains de traitement de surface	Toiture de l'atelier électroformage
2	Métallisation	Métalliseur 1997	Toiture du bâtiment « Europe »
3		Métalliseur 2010	Façade Sud du bâtiment « Europe »
4		Métalliseur 2013	Toiture bâtiment « Gutenberg »
5	Démétallisation	Four de séchage	Toiture de l'atelier coating
6		Bain de soude	

7	<i>Atelier de préparation des produits inflammables</i>	315 PVC (hotte)	<i>Toiture de l'atelier coating</i>
8		160 PVC (bras articulé)	
9	<i>Atelier coating</i>	<u>Oxydeur thermique traitant les rejets de :</u> <i>Enduction 2 têtes Enduction 3 têtes Enduction 4 têtes Nouvelle machine d'impression</i>	<i>Limite Nord du site Gutenberg</i>

ARTICLE 2 – Sanctions

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SURYS.

ARTICLE 4 – Information des tiers

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de BUSSY-SAINT-GEORGES et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 5 – Délai et voies de recours (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 6 – Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le sous-Préfet de TORCY,
- Le Maire de BUSSY-SAINT-GEORGES,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SURYS, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 6 octobre 2016

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité territoriale
de Seine-et-Marne



DESTINATAIRES :

- La société SURYS,
- Le sous-Préfet de TORCY,
- Le Maire de BUSSY-SAINT-GEORGES,
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- Le Directeur Départemental des Territoires (DDT),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- Le Chef de l'Unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) d'Ile-de-France,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE).

